



ERRATUM

**Sous-commission paritaire du transport urbain
et régional de la Région wallonne**

**CCT n° 87954/CO/328.02
du 10/03/2008**

Correction du texte en néerlandais :

- L'article 2 doit être corrigé comme suit :
« Het toekenningsplan **van** niet-recurrente
voordelen, bedoeld in artikel 3, komt in de
plaats van het bestaande stelsel van premie
gekoppeld aan de resultaten, voorzien in het
artikel 4 van de ~~collectieve~~
arbeidsovereenkomst **het akkoord** van
23 juni 2005 betreffende de sociale
programmatie 2005-2006. ~~De collectieve~~
arbeidsovereenkomst **Het akkoord** van
23 juni 2005 betreffende de sociale
programmatie 2005-2006 wordt als bijlage bij
deze collectieve arbeidsovereenkomst
gevoegd. ».

Correction du texte en français :

- L'article 2 doit être corrigé comme suit : « Le
plan d'octroi d'avantages non récurrents visé à
l'article 3 se substitue au système existant de
prime liée aux résultats prévu à l'article 4 de la
~~convention collective de travail~~ **l'accord** du
23 juin 2005 ~~relative~~ **relatif** à la
programmation sociale 2005-2006. ~~La~~
~~convention collective de travail~~ **L'accord** du
23 juin 2005 ~~relative~~ **relatif** à la
programmation sociale 2005-2006 est ~~annexée~~
annexé à la présente convention collective de
travail ».

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor het stads- en
streekvervoer van het Waalse Gewest**

**CAO nr. 87954/CO/328.02
van 10/03/2008**

Verbetering in de Nederlandstalige tekst :

- Het artikel 2 moet als volgt verbeterd
worden : « Het toekenningsplan **van** niet-
recurrente voordelen, bedoeld in artikel 3,
komt in de plaats van het bestaande stelsel
van premie gekoppeld aan de resultaten,
voorzien in het artikel 4 van de ~~collectieve~~
arbeidsovereenkomst **het akkoord** van
23 juni 2005 betreffende de sociale
programmatie 2005-2006. ~~De collectieve~~
arbeidsovereenkomst **Het akkoord** van
23 juni 2005 betreffende de sociale
programmatie 2005-2006 wordt als
bijlage bij deze collectieve
arbeidsovereenkomst gevoegd. ».

Verbetering in de Franstalige tekst :

- Het artikel 2 moet als volgt verbeterd
worden : « Le plan d'octroi d'avantages non
récurrents visé à l'article 3 se substitue au
système existant de prime liée aux résultats
prévu à l'article 4 de la ~~convention~~
~~collective de travail~~ **l'accord** du
23 juin 2005 ~~relative~~ **relatif** à la
programmation sociale 2005-2006. ~~La~~
~~convention collective de travail~~ **L'accord**
du 23 juin 2005 ~~relative~~ **relatif** à la
programmation sociale 2005-2006 est
~~annexée~~ **annexé** à la présente convention
collective de travail ».

Correction dans les deux langues :

- A l'annexe 2, « Convention collective de travail du 23 juin 2005 relative à la programmation sociale 2005/2006 » doit être remplacé par : « Accord de programmation sociale 2005/2006 ».

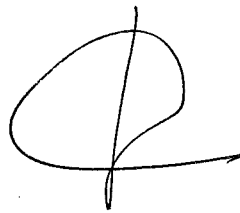
Décision du

Verbetering in beide talen :

- In bijlage 2, moet de titel « Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 2005 betreffende de sociale programmatie 2005/2006 » vervangen worden door : « Akkoord van sociale programmatie 2005/2006 ».

Beslissing van

18-09-2015

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized letter 'P' with a vertical line through it and a horizontal line extending to the right.

**Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et Régional
de la Région Wallonne (S.C.P. 328.02)**

*Convention collective de travail du 10 mars 2008
relative à l'octroi d'avantages non récurrents liés aux résultats*

Article 1^{er}.

La présente convention s'applique aux travailleurs et aux employeurs ressortissant à la Sous-commission Paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région wallonne.

Pour l'application des dispositions de la présente convention, on entend par travailleurs, les ouvriers et les ouvrières, les employés et les employées en ce compris le personnel de direction.

Art. 2.

Le plan d'octroi d'avantages non récurrents visé à l'article 3 se substitue au système existant de prime liée aux résultats prévu à l'article 4 de l'accord du 23 juin 2005 relatif à la programmation sociale 2005-2006.

l'accord du 23 juin 2005 relatif à la programmation sociale 2005-2006 est annexé à la présente convention collective de travail.

Art. 3.

Les avantages non récurrents liés à des objectifs collectifs sont définis dans le plan d'octroi repris en annexe de la présente convention collective de travail.

Art. 4.

Tout projet de modification des objectifs ou des niveaux à atteindre fixés par le plan d'octroi est soumis aux dispositions de l'article 6.

Art. 5.

Comme le permet l'article 23 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, les modifications au contrat de travail individuel découlant implicitement de la présente convention collective de travail et du plan d'octroi y annexé ne subsistent pas lorsque ces derniers cessent de produire leur effets.

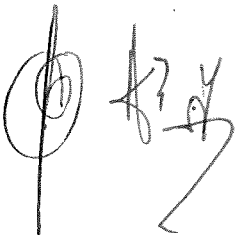
Art. 6.

La présente convention produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Chaque partie signataire peut dénoncer la présente convention collective de travail moyennant préavis de trois mois notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région Wallonne. Dans ce cas, la partie qui dénonce la convention est tenue de proposer un nouveau projet de texte.

Namur, le 10 mars 2008.



**Annexe à la convention collective de travail du 10 mars 2008
relative à l'octroi d'avantages non récurrents liés aux résultats**

Plan d'octroi des avantages non récurrents liés aux résultats

1) Entreprises et travailleurs concernés

Le plan d'octroi est applicable aux travailleurs et aux employeurs ressortissant à la Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région Wallonne ; par travailleurs, il faut comprendre les ouvriers et les ouvrières, les employés et les employées en ce compris le personnel de direction.

2) Objectif mesurable

L'objectif est mesuré sur base des comptes consolidés du groupe TEC.

L'objectif est d'atteindre une augmentation du chiffre d'affaires consolidé plus rapide que celle de la masse salariale consolidée par comparaison d'une année (année de référence) par rapport à l'année précédente.

3) Période de référence

La période de référence correspond à l'année calendrier.

4) Méthode de suivi et de contrôle

Le chiffre d'affaires consolidé et la masse salariale consolidée sont arrêtés par le Conseil d'administration de la SRWT dans le cadre de l'arrêt des comptes consolidés du groupe TEC en séance du mois de mai qui suit l'année de référence.

5) Procédure de contestation relative à l'évolution des résultats

Toute contestation relative à l'évolution des résultats est soumise aux dispositions de la convention collective de travail du 20 avril 2001 ratifiant la convention collective de travail conclue le 21 décembre 1995 relative au mode de règlement des conflits.

6) Avantages susceptibles d'être octroyés

Le montant de l'avantage est fixé par la comparaison de l'évolution du chiffre d'affaires et l'évolution de la masse salariale de l'année de référence par rapport à l'année précédente.

Dans l'hypothèse où le chiffre d'affaires augmente plus rapidement que la masse salariale, le différentiel de pourcentage appliqué au volume total du chiffre d'affaires de l'année de référence est ristourné à concurrence d'un tiers aux travailleurs sous forme d'une prime annuelle non récurrente.

7) Modalités de calcul des avantages

Le montant maximal de l'avantage est calculé en fonction de l'effectif moyen de l'année de référence calculé en équivalent temps plein.

La prime est octroyée aux travailleurs à l'effectif durant l'année de référence en considérant que :

- la prime est octroyée au prorata du régime moyen de prestations au cours de l'année de référence ;
- la prime est octroyée au prorata des mois d'occupation pour les travailleurs entrés en service au cours de l'année de référence ;
- la prime est octroyée au prorata des mois d'occupation pour les travailleurs dont le contrat a pris fin au cours de l'année de référence sauf s'ils sont démissionnaires ou licenciés pour motifs graves ou disciplinaires au cours de l'année de référence ;
- la prime est octroyée au prorata des mois d'incapacité de travail n'excédant pas 24 mois d'incapacité.

8) Date du paiement

La prime est payée le dernier jour ouvrable du mois de mai pour les employés et les ouvriers du TEC Charleroi et le 10 juin ou le premier jour ouvrable qui précède pour les autres ouvriers.

Pour l'application de cette disposition, le samedi n'est pas considéré comme un jour ouvrable.

9) Durée de validité du plan

Le plan est conclu pour une durée indéterminée.

Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Waalse Gewest

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 maart 2008 betreffende de toekenning van niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen.

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest.

Onder werknemers verstaat men de arbeiders en arbeidsters, evenals de mannelijke en vrouwelijke bedienden met inbegrip van het directiepersoneel.

Art. 2.

Het toekenningsplan niet-recurrente voordelen, bedoeld in artikel 3, komt in de plaats van het bestaande stelsel van premie gekoppeld aan de resultaten, voorzien in het artikel 4 van *het akkoord* van 23 juni 2005 betreffende de sociale programmatie 2005-2006.

- *het akkoord* van 23 juni 2005 betreffende de sociale programmatie 2005-2006 wordt als bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst gevoegd.

Art. 3.

De niet-recurrente voordelen gebonden aan collectieve doelstellingen, worden bepaald in het toekenningsplan dat als bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.

Art. 4.

De bepalingen van het artikel 6 zijn van toepassing op ieder ontwerp van wijziging van de door het toekenningsplan bepaalde doelstellingen of te bereiken niveaus.

Art. 5.

Zoals artikel 23 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités het toelaat, blijven de wijzigingen aan de individuele arbeidsovereenkomst die impliciet voortvloeien uit deze collectieve arbeidsovereenkomst en het eraan toegevoegde toekenningsplan, niet bestaan als deze laatsten ophouden uitwerking te hebben.

2


Art. 6.

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 april 2008.

Zij wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Elke ondertekenende partij kan deze collectieve arbeidsovereenkomst opzeggen, mits een opzeggingstermijn van 3 maanden, door het betekenen van een aangetekende brief aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest. In dat geval, is de partij die de overeenkomst opzegt, verplicht een nieuwe ontwerpakte voor te stellen.

Namen, 10 maart 2008



**Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 maart 2008 betreffende de
toekenning van niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen**

Toekenningsplan van de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen

1) Betrokken ondernemingen en werknemers

Het toekenningsplan is van toepassing op de werknemers en werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest.

Onder werknemers verstaat men de arbeiders en arbeidsters, evenals de mannelijke en vrouwelijke bedienden met inbegrip van het directiepersoneel.

2) Meetbare doelstelling

De doelstelling wordt gemeten op basis van de geconsolideerde rekeningen van de TEC-groep.

De doelstelling bestaat erin de geconsolideerde omzet sneller te doen stijgen dan de geconsolideerde loonmassa bij vergelijking van een jaar (referentiejaar) met het vorige jaar.

3) Referentieperiode

De referentieperiode komt overeen met het kalenderjaar.

4) Opvolgings- en controlemethode

De geconsolideerde omzet en de geconsolideerde loonmassa worden vastgesteld door de raad van beheer van de SRWT in het kader van het bepalen van de geconsolideerde rekeningen van de TEC-groep op de vergadering van de meimaand die volgt op het referentiejaar.

5) Betwistingsprocedure inzake de evolutie van de resultaten

Op alle betwistingen betreffende de evolutie van de resultaten, zijn de bepalingen van toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 april 2001 tot bekrachtiging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 1995 betreffende de wijze waarop conflicten geregeld worden.

6) Voordelen die kunnen toegekend worden

Het bedrag van het voordeel wordt vastgesteld door het maken van de vergelijking tussen de evolutie van het omzetcijfer en de evolutie van de loonmassa van het referentiejaar, in verhouding tot het vorige jaar.

9

In geval het omzetcijfer sneller stijgt dan de loonmassa, wordt een derde van het percentagedifferentieel, toegepast op het totale omzetcijfer van het referentiejaar, geristorneerd aan de werknemers, in de vorm van een niet-recurrente jaarpremie.

7) Berekeningsmodaliteiten van de voordelen

Het maximumbedrag van het voordeel wordt berekend afhankelijk van de gemiddelde personeelsbezetting gedurende het referentiejaar, berekend in voltijdse equivalenten.

De premie wordt toegekend aan de werknemers die gedurende het referentiejaar tewerkgesteld werden, rekening houdend met het volgende:

- de premie wordt toegekend naar rato van het gemiddelde aantal arbeidsprestaties gedurende het referentiejaar;
- aan de werknemers in dienst getreden in de loop van het referentiejaar, wordt de premie toegekend naar rato van het aantal maanden tewerkstelling;
- aan de werknemers van wie de arbeidsovereenkomst beëindigd werd in de loop van het referentiejaar, wordt de premie toegekend naar rato van het aantal maanden tewerkstelling, tenzij in geval van ontslag wegens zware fouten of om disciplinaire redenen in de loop van het referentiejaar of indien zij zelf ontslag namen.
- de premie wordt toegekend naar rato van het aantal maanden arbeidsongeschiktheid dat de 24 maanden niet overschrijdt.

8) Betalingsdatum

De premie wordt betaald op de laatste werkdag van de maand mei aan de bedienden en de arbeiders van de TEC Charleroi en op 10 juni of de eerste voorafgaande werkdag aan de andere arbeiders.

Voor het toepassen van deze betaling wordt de zaterdag niet beschouwd als een werkdag.

9) Geldigheidsduur van het plan

Het plan wordt gesloten voor onbepaalde tijd

accord

de programmation sociale 2005/2006

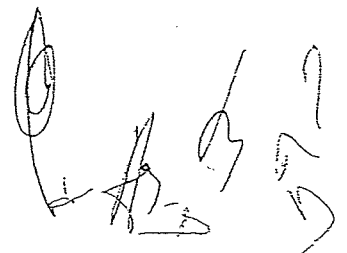
Entre

1. la S.R.W.T., représentée par M. Jean-Marc VANDENBROUCKE, Administrateur général adjoint,
2. le TEC Liège-Verviers, représenté par M. Daniel DEWAAY, Directeur général adjoint,
3. le TEC Namur-Luxembourg, représenté par M. Jean-Marc SERVAIS, Directeur général,
4. le TEC Charleroi, représenté par M. Didier GILSON, Directeur général adjoint,
5. le TEC Hainaut, représenté par M. Arthur GOSEE, Directeur général adjoint,
6. le TEC Brabant Wallon, représenté par M. Philippe BARRAS, Directeur général,

et

1. la Centrale Générale des Services Publics affiliée à la F.G.T.B., représentée par Monsieur Yves DÉPAS, Secrétaire fédéral adjoint,
2. la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique représentée par Monsieur André BALZAT, Secrétaire permanent,

il est conclu ce qui suit :



Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la Sous-Commission paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région Wallonne, ainsi qu'à leurs travailleurs.

Par travailleurs, on entend les ouvriers, les ouvrières, les employés et les employées.

Art. 2

Les barèmes de rémunération applicables aux ouvriers et aux ouvrières sont majorés d'un montant horaire brut de 0,17 EUR.

Les barèmes de rémunération applicables aux employés et aux employées sont majorés d'un montant mensuel brut de 38,69 EUR.

L'application de la péréquation est suspendue en ce qui concerne les allocations sociales basées sur les barèmes majorés comme mentionné ci-dessus à l'égard des travailleurs relevant des régimes de pension, de prépension, d'allocations complémentaires de chômage en faveur de certains travailleurs âgés de 55 ans et plus licenciés ou de régimes d'invalidité visés aux points 1.2, 2.3, 3.3 et 4.3 de l'annexe 1 de la convention collective de travail du 21 janvier 1998 relative aux indemnités complémentaires d'incapacité de travail et à l'égard de leurs ayants droit.

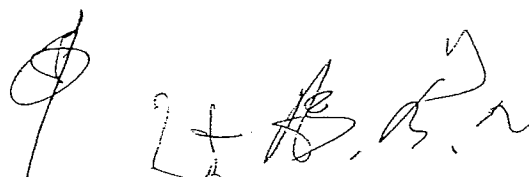
Art. 3

A l'occasion de la Noël 2005, un chèque-cadeau d'une valeur maximale de 35 EUR est octroyé à chaque travailleur, hormis les travailleurs démissionnaires, licenciés pour raisons disciplinaires, mis en disponibilité ou, depuis plus de 2 ans, en incapacité de travail.

Le montant du chèque-cadeau est établi au prorata du nombre de mois d'occupation en 2005 et du régime de travail, en cas de prestations à temps partiel, avec arrondissement du résultat à l'euro supérieur.

Art. 4

Les employeurs s'engagent à faire bénéficier les travailleurs d'un système récurrent d'intéressement aux recettes de trafic.



Le mécanisme de ce système consiste à comparer chaque année l'évolution des recettes de trafic et l'évolution de la masse salariale par rapport à l'année précédente. Dans l'hypothèse où les recettes augmentent plus rapidement que la masse salariale, le différentiel de pourcentage, appliqué au volume total des recettes est ristourné à concurrence d'un tiers au personnel sous forme d'une prime annuelle brute non récurrente.

Art. 5

Pour la durée de la convention, les employeurs garantissent leur emploi aux travailleurs sauf licenciements justifiés pour raison d'inaptitude ou motifs disciplinaires.

Art. 6

Les organisations syndicales s'engagent à ne pas mener et à ne pas soutenir des actions en vue de nouvelles revendications salariales avant la fin de l'année 2006.

Art. 7

La convention collective de travail du 19 novembre 2003 relative aux facilités de circulation octroyées aux travailleurs, aux allocataires des caisses sociales ainsi qu'à leurs ayants droit est complétée par un article 12 bis libellé comme suit :

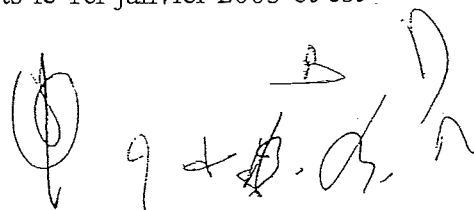
« Art. 12 bis : Les enfants des titulaires qui cessent de bénéficier d'une carte de famille en application des articles 11 et 12, maintiennent le droit à la carte de famille jusqu'à l'âge de 25 ans s'ils sont domiciliés avec le titulaire. »

Art. 8

Un groupe de travail paritaire restreint sera chargé, sous la présidence du Président de la sous-Commission paritaire, d'analyser les principes généraux de fonctionnement des autres commissions paritaires en ce compris le statut des délégations syndicales et des bureaux de conciliation, de faire des propositions pour adapter le système appliqué au sein du groupe TEC à ces principes généraux, et de finaliser des propositions dans un projet de convention collective.

Art. 9

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er janvier 2005 et est conclue pour une durée indéterminée.



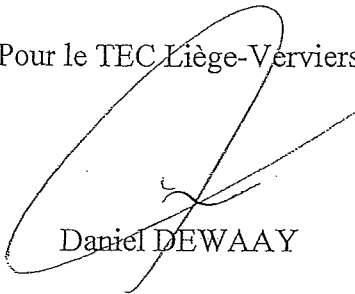
Toutefois, les articles 5 et 6 cesseront d'être en vigueur le 31 décembre 2006.

En ce qui concerne les dispositions à durée indéterminée, chaque partie signataire peut dénoncer la présente convention collective de travail moyennant préavis de 3 mois notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-Commission paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région Wallonne.

Dans ce cas, la partie qui dénonce la présente convention est tenue de proposer un nouveau projet de texte.

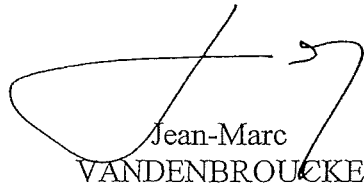
Namur, le ... 23 JUIN 2005

Pour le TEC Liège-Verviers,



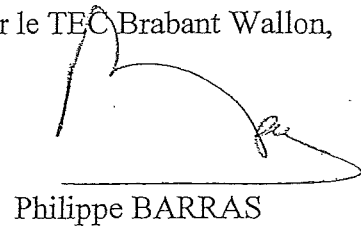
Daniel DEWAAY

Pour l'UBTCUR,



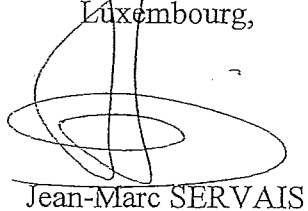
Jean-Marc
VANDENBROUCKE

Pour le TEC Brabant Wallon,



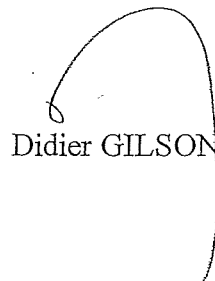
Philippe BARRAS

Pour le TEC Namur-
Luxembourg,



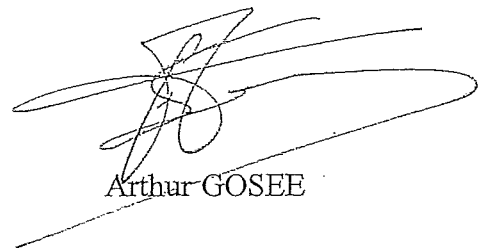
Jean-Marc SERVAIS

Pour le TEC Charleroi,



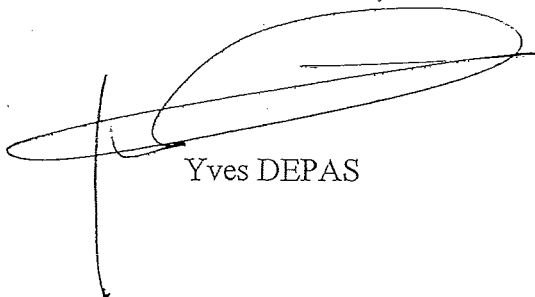
Didier GILSON

Pour le TEC Hainaut,



Arthur GOSEE

Pour la C.G.S.P.,



Yves DEPAS

Pour la C.G.S.L.B.,



André BALZAT

Tussen

1. de S.R.W.T., vertegenwoordigd door dhr. Jean-Marc VANDENBROUCKE, adjunct-administrateur-generaal,
2. de TEC Luik-Verviers, vertegenwoordigd door dhr. Daniel DEWAAY, adjunct-directeur-generaal,
3. de TEC Namen-Luxemburg, vertegenwoordigd door dhr. Jean-Marc SERVAIS, directeur-generaal,
4. de TEC Charleroi, vertegenwoordigd door dhr. Didier GILSON, adjunct-directeur-generaal,
5. de TEC Henegouwen, vertegenwoordigd door dhr. Arthur GOSEE, adjunct-directeur-generaal,
6. de TEC Waals-Brabant, vertegenwoordigd door dhr. Philippe BARRAS, directeur-generaal,

en

1. de Algemene Centrale der Openbare Diensten lid van de F.G.T.B., vertegenwoordigd door dhr. Yves DEPAS, adjunct-federaal-secretaris,
2. de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België, vertegenwoordigd door dhr. André BALZAT, permanent secretaris,

wordt het volgende overeen gekomen :

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest, evenals op hun werknemers.

Onder werknemers verstaat men de arbeiders en arbeidsters, evenals de mannelijke en vrouwelijke bedienden.

Art. 2.

De op de arbeiders en arbeidsters toepasselijke loonschalen worden verhoogd met een brutobedrag van 0,17 EUR per uur.

De op de mannelijke en vrouwelijke bedienden toepasselijke loonschalen worden verhoogd met een brutobedrag van 38,69 EUR per maand.

De toepassing van de perequatie van de sociale uitkeringen die gebaseerd zijn op de verhoogde brugpensioen- of invaliditeitsstelsels beoogd in de punten 1.2, 2.3, 3.3 en 4.3 van bijlage 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 januari 1998 betreffende de aanvullende arbeidsongeschiktheidsvergoedingen en ten gunste van hun rechthebbenden wordt geschorst.

Art. 3.

Ter gelegenheid van Kerstmis 2005, wordt aan elke werknemer, uitgezonderd zij die ontslag hebben genomen, die werden ontslagen om disciplinaire redenen, die in disponibiliteit werden geplaatst of die gedurende meer dan 2 jaar werkonbekwaam zijn, een cadeaucheque toegekend met een maximumwaarde van 35 €.

Het bedrag van deze cadeaucheque wordt bepaald naar rata van het aantal maanden tewerkstelling in 2005 en het arbeidsstelsel, in geval van deeltijdse arbeid, en het resultaat wordt afgerond naar de hogere euro.

Art. 4.

De werkgevers verbinden er zich toe de werknemers te laten genieten van een recurrent stelsel van winstdeling op basis van de vervoersopbrengsten.

Het mechanisme van dit stelsel bestaat erin dat ieder jaar de evolutie van de vervoersopbrengsten en de evolutie van de loonmassa worden vergeleken met die van het vorige jaar. Indien de ontvangsten sneller stijgen dan de loonmassa, wordt het differentieel van het percentage, toegepast op het totaal bedrag van de ontvangsten, voor een derde geristoneerd aan het personeel in de vorm van een eenmalige bruto jaarpremie.

Art. 5.

De werkgevers garanderen, voor de duur van de overeenkomst, aan de werknemers de vastheid van betrekking, behalve in geval van ontslag wegens onbekwaamheid of om disciplinaire redenen.

Art. 6.

De vakorganisaties verbinden er zich toe voor eind 2006 geen acties te voeren of te steunen met betrekking tot nieuwe looneisen.

Art. 7.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2003 betreffende de verkeersvoordelen toegekend aan de werknemers, aan de steuntrekkers, evenals aan hun rechthebbenden, wordt aangevuld met een artikel 12 bis dat luidt als volgt:

“Art. 12 bis: De kinderen van de rechthebbenden die, bij toepassing van de artikels 11 en 12, geen recht meer hebben op een familiekaart, behouden het recht op de familiekaart tot de leeftijd van 25 jaar voor zover zij bij de titularis inwonen.”

Art. 8.

Een beperkte paritaire werkgroep, onder het voorzitterschap van de Voorzitter van het paritair subcomité, wordt belast met het analyseren van de algemene werkingsprincipes van de andere paritaire comités, met inbegrip van het statuut van de vakbondsafvaardigingen en van de verzoeningsbureaus, met het doen van voorstellen om het stelsel dat wordt toegepast in de TEC-groep aan te passen aan deze algemene principes en met het omzetten van de voorstellen in een ontwerp van collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 9.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2005 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Nochtans zullen de artikelen 5 en 6 ophouden van kracht te zijn op 31 december 2006.

Wat de bepalingen van onbepaalde duur betreft, kan elke ondertekende partij deze overeenkomst opzeggen mits een opzeggingstermijn van 3 maanden te betekenen per aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Waalse Gewest.

In dit geval moet de partij die deze overeenkomst opzegt een nieuw ontwerp van tekst voorstellen.

Namen, 23 juni 2005